



Francesca Albanese visée par des sanctions américaines habituellement réservées aux « terroristes »

Description

Les États-Unis ont imposé des mesures coercitives unilatérales incluant le gel des avoirs et des restrictions financières à Francesca Albanese, rapporteuse spéciale de l'ONU sur la Palestine, ainsi qu'à plusieurs responsables de la Cour pénale internationale (CPI).

Par l'Agence Média Palestine, le 9 février 2026.



Albanese et les membres du personnel de la CPI sanctionnés figurent désormais sur la liste des ressortissants spécialement désignés du Département du Trésor américain, aux côtés de personnes soupçonnées d'appartenir à Al-Qaïda, de trafiquants de drogue mexicains et de marchands d'armes nord-coréens, rapporte Reuters. Francesca Albanese a dénoncé « une injustice et une persécution » en raison de son travail en faveur des droits de l'homme.

L'administration Trump a ainsi décidé d'accentuer les mesures prises contre la rapporteure après que des entreprises multinationales se sont plaintes à la Maison Blanche après avoir reçu des courriers de Francesca Albanese. Classées « confidentielles », les lettres ont été envoyées à certaines des entreprises les plus puissantes des États-Unis au printemps 2025. Rédigées par Francesca Albanese, les lettres avertissaient plus d'une douzaine d'entreprises et deux organisations caritatives qu'elle pourrait prochainement les citer dans un rapport de l'ONU pour « contribution aux graves violations des droits de l'homme » commises par Israël à Gaza et en Cisjordanie. Parmi les entreprises visées : Alphabet, Amazon, Caterpillar, Chevron, Hewlett Packard, IBM, Lockheed Martin, Microsoft et Palantir, d'après l'agence Reuters.

Ses lettres ont tellement alarmé les entreprises américaines, poursuit l'agence, qu'au moins deux d'entre elles ont sollicité l'aide de la Maison Blanche, selon une enquête de [Reuters](#) sur la campagne menée par les États-Unis contre Albanese et la Cour pénale internationale de La Haye.

Alors que Francesca Albanese bénéficie de l'immunité diplomatique de par son statut à l'ONU, l'administration Trump lui a imposé ces sanctions pour avoir écrit ce que le gouvernement des États-Unis considère comme « des lettres de menaces » aux entreprises et exhorté la CPI à enquêter.

La sanction infligée par Trump à Albanese s'inscrivait « dans le cadre d'un décret plus large visant à sanctionner les juges et les procureurs de la CPI à une campagne destinée en partie à empêcher toute tentative future de le tenir, lui ou ses fonctionnaires, responsables des actions militaires américaines à l'étranger », explique Reuters.

date créée

2026/02/09